

## **Rapport court sur le séminaire du MTCE 05-01-11**

**« La sécurité sociale dans une Europe en mouvement – nouvelles perspectives pour une société juste et sociale »**

**( Londres 27 – 30 octobre 2011)**

**L’aspect le plus important** de ce séminaire est de voir quelle est la situation actuelle de la sécurité et de la protection sociale en Europe. Après avoir discerné les problèmes, les défis et les menaces des différents systèmes de sécurité sociale dans les pays de l’Europe on peut trouver de nouvelles perspectives pour une protection sociale qui est la base d’une société plus juste et sociale.

Dans tous les pays de l’Europe on constate actuellement **une politique d’austérité**. Des mesures d’austérité dans les systèmes de sécurité sociale qui prennent un montant substantiel des budgets nationaux sont demandées. Mais, est-ce qu’on peut bâtir une économie florissante sur une cimetière sociale? Au lieu de mener une politique d’austérité avec des conséquences sociales désastreuses la question qui devrait être répondue est: Quel système de sécurité sociale est adapté aux défis actuels et futurs?

Il y avaient **61 participants** au séminaire de 13 pays de l’ Europe : Allemagne, Belgique, Espagne, Suisse, France, Portugal, Italie, République Tchèque, Slovaquie, Roumanie, Royaume Uni, Pologne, Grand Duché de Luxembourg. A ce séminaire ont participé des personnes qui sont engagées dans un mouvement qui est membre du MTCE (Mouvement des Travailleurs Chrétiens de l’ Europe) ou des organisations ouvrières (syndicats, institut d’études sociales) surtout des pays de l’Europe de l’Est.

Pour analyser la situation actuelle de la sécurité sociale en Europe le séminaire avait la **structure suivante**:

- D’abord les participants ont reçu **un cadre** dans lequel la crise financière actuelle peut être élucidée. Graham Turner (économiste anglais et auteur de différentes livres sur les causes de la crise dans le monde financier) a fait la comparaison avec la crise financière des années 30. La solution actuelle de donner des montants énormes aux banques n’est pas la bonne solution. La cause profonde de la crise actuelle est la concurrence intense des entreprises. La crise des banques n’est qu’un symptôme. Pour avoir des produits à des prix les plus bas les entreprises transfèrent les boulots aux pays les moins chers. Ce transfert provoque du chômage, des coûts sociaux dans les pays qui perdent les places d’emploi. C’est surtout l’ importation des produits de la Chine dans les Etats Unis et les pays du Zone Euro et l’excédant commercial de la Chine qui sont la cause principale de l’ instabilité économique mondiale. Cette analyse donne une orientation pour une stratégie à suivre: protester contre la délocalisation des entreprises, maintenir une base industrielle forte, publier les noms de ces entreprises qui ne paient pas d’impôts en ne créent pas d’emploi.
- Ensuite les participants ont reçu des **informations** sur la situation actuelle de la protection sociale dans **différents pays d’Europe** pour des groupes de travailleurs et de citoyens déterminés.
  - Fatima Almeida (LOC- Portugal) a donné une image de la position des pensionnés au Portugal.
  - Wilfried Wienen (KAB Allemagne) nous a parlé du travail précaire et de la situation des ‘working poor’ en Allemagne.

- Marietje van Wolputte (KAV Belgique) a montré que la position des femmes sur le marché de travail a des conséquences défavorables sur la position sociale des femmes.
- Manolo Copé (HOAC Espagne) a donné des informations sur les migrants en Espagne.
- Marian Hosek (ex-vice-ministre dans le Ministère des Affaires Sociales en République Tchèque) a fait la comparaison entre le système de sécurité sociale sous le régime dit socialiste et la situation actuelle.

(Les exposés se trouvent en annexe).

- Pendant **trois contacts thématiques** les participants ont eu l'occasion de mieux connaître la situation sociale des ouvriers en Grande-Bretagne. La politique conservatrice et néolibérale a des conséquences pour les personnes les plus vulnérables dans la société britannique.
  - Rachael Maskell (Syndicat UNITE) a démontré les implications de la nouvelle loi (pas encore votée) pour les services publics de santé.
  - Ross Houston (vice-directeur d'une association de logement) nous a expliqué le système de logement social en Angleterre.
  - Dave Anderson (membre du Parlement à Londres) nous fait connaître le rapport tendu entre politique et syndicats.
- Après ces informations et après la confrontation avec la réalité dans le pays accueillant une réflexion à partir de la **doctrine sociale** de l'Eglise (catholique) présente les valeurs fondamentales sur lesquelles une société qui respecte la dignité de la personne humaine doit être basée. (Exposé de Emanuel Vaz, aumônier du MTCE, en annexe).
- Dans **4 carrefours** les participants se sont penchés sur les questions suivantes:
  - 1) Quels points névralgiques remarquez-vous dans le système de sécurité sociale et de protection sociale de votre pays? Pour quels groupes et dans quels domaines?
  - 2) A quels besoins sociaux le système de sécurité et de protection sociale fournit-il trop peu de réponses?
  - 3) Comment le système de sécurité sociale et de protection est-il financé: par des impôts sur le travail, des impôts généraux ou des initiatives privées...?
  - 4) Est-ce que l'Eglise de votre pays se positionne en ce qui concerne la sécurité et la protection sociale?
  - 5) Quelles sont dans votre pays les nouvelles et inspirantes initiatives prises concernant sécurité et protection sociales?
- Les résultats de ce qui a été dit dans les groupes de travail est rapporté **en plénière**. Dans la discussion qui suit on tente de formuler quelques conclusions de notre travail et du séminaire.

### **Résultats** des réflexions en carrefours et du débat en plénière

- On constate que le système de la sécurité et de la protection sociale est partout attaqué. Les groupes les plus vulnérables sont : les femmes, les jeunes et les retraités. Les personnes qui sont obligées de vivre des bénéfices de la sécurité sociale sont de plus en plus culpabilisées : ils sont des profiteurs, des fraudeurs,...
- Dans tous les pays on constate la montée des assurances supplémentaires (surtout dans le domaine des pensions et de la santé). Cette évolution signifie une croissance de la privatisation dans les pays de l'Europe occidentale mais aussi dans les pays de l'Europe centrale et orientale.

- Dans presque tous les pays l'âge de la retraite est discutée (augmentation de l'âge à laquelle on peut se retirer et/ou augmentation des années de travail actif).
- Le financement du système de la sécurité sociale vient d'une part des cotisations du travail et d'autre part des impôts, des moyens généraux. Il est clair que la partie des impôts doit être élevée. Dans ce domaine sont nommés : taxes sur l'énergie, le transport, taxes environnementales, taxes sur les grandes fortunes et sur les transactions financières (taxe Tobin ou semblable).
- On voit qu'il y a des manifestations dans différents de l'Europe. Les *indignados* sont les plus connus, mais aussi à Londres on a vu des manifestation auprès de la cathédrale Saint Paul. Une partie toujours plus grande de la population se révolte. Elle ne comprend pas qu'on a accepté le comportement des banques et les boni dans les entreprises. Elle n'accepte pas que la jeunesse n'a pas d'avenir et que les personnes âgées après une vie de travail doivent vivre en pauvreté.
- Ces manifestations sont des gestes de solidarité. Elles obligent de réfléchir sur les causes de la crise. Même si les manifestations ne sont pas organisées comme d'habitude les syndicats des travailleurs et les partis politiques doivent soutenir ces mouvements de protestation.
- Dans les pays de l'Europe de l'Est (en Roumanie en particulier) on voit que les organisations non gouvernementales s'organisent pour être un interlocuteur avec le gouvernement. Cette structure intermédiaire entre les citoyens individuels et les autorités politiques est d'une très grande importance pour établir un système social efficace et démocratique. Il faut soutenir et stimuler ce processus. Il y a ici aussi une tâche pour le MTCE (partager nos traditions, notre manière de travailler en associations, etc.)
- On constate qu'il existe une grande différence entre les systèmes de sécurité sociale dans les pays d'Europe. Une harmonisation des systèmes est nécessaire dans une Europe unie. Mais sur cette harmonisation on manque d'idées. Il faut chercher des alternatives. On peut faire l'exercice d'une telle harmonisation sur le domaine des pensions.
- Le système de sécurité sociale est attaqué. Il faut le défendre. Mais en même temps il faut avouer que le système existant a besoin d'être adapté aux réalités actuelles, telles que la combinaison de la vie familiale et la vie professionnelle, les différents types de familles, les groupes qui ne ressortent pas sous le système,.. Mais avant tout il faut reconquérir de nouveau la surface d'appui pour une sécurité sociale universelle.
- Quant à la position de l'Eglise il faut dire que les évêques n'ont pas pris une position claire sur la crise, même qu'ils interviennent parfois dans le domaine social. Mais nous sommes l'Eglise. C'est à nous comme organisations sociales chrétiennes de faire entendre à l'Eglise officielle concrètement la vie des travailleurs qui sont touchés par la crise. Nous sommes leurs porte-parole. En Allemagne la conférence épiscopale s'exprime sur les questions sociales (mais il fait presser les responsables de le faire effectivement !). Il existe une tradition en Allemagne que la conférence consulte la base. Ce serait une bonne tradition aussi pour les autres pays.
- La plupart des droits dans les systèmes de sécurité sociale est actuellement liée à l'emploi. Il faut trouver des formes de financement autres que les salaires. Mais il faut aussi examiner la piste d'un revenu minimum de base pour toutes les personnes, qui est un droit qui n'est pas lié à l'emploi.

### **Conclusions générales**

- Ce séminaire était le premier pas dans un processus de réflexion sur les problèmes, les défis et les perspectives des systèmes de sécurité et de protection sociale en Europe.

On a constaté des attaques, des problèmes, on a aussi discerné des défis et on a désigné quelques perspectives alternatives. Dans un deuxième temps (pendant un séminaire suivant) il sera nécessaire de concrétiser quelques pistes alternatives pour une sécurité sociale future (harmonisation des systèmes, revenu minimum de base, autres formes de financement,...)

- Entre-temps les mouvements du MTCE ont une mission de formation envers leurs membres (élucider les causes de la crise, démasquer les mensonges qui sont dits sur la sécurité sociale). Les mouvements doivent aussi entrer en débat avec des autres organisations (syndicats, associations, partis politiques, églises) pour que la surface d'appui pour une sécurité sociale soit regagnée.

Personne à contacter :

Marc Michiels

Coordinateur MTCE

[Marc.michiels@kwb.be](mailto:Marc.michiels@kwb.be)

0032 476 96 20 87